

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL DOMAINE DU CHAUSSET

5 RUE DU CHAUSSET
17160 Thors

Références : 2026 571 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0007207334

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement SARL DOMAINE DU CHAUSSET implanté 5 RUE DU CHAUSSET 17160 Thors. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL DOMAINE DU CHAUSSET
- 5 RUE DU CHAUSSET 17160 Thors
- Code AIOT : 0007207334
- Régime : Enregistrement

L'établissement produit de l'eau-de-vie de Cognac. Il est organisé autour des bâtiments principaux suivants :

- un chai de vinification et une cuverie à vins ;
- une distillerie et un chai de distillation (stockage des eaux-de-vie nouvelles) ;
- des chais de vieillissement sous bois des eaux-de-vie.

Ces installations sont enregistrées par arrêté préfectoral du 10 juin 2022.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	État des stocks des chais (rubrique 4755)	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 1.2.1.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	1 mois
2	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Séparation distillerie et chai de distillation	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Aire de chargement / déchargement	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	1 mois
6	Enregistrement des opérations de détartrage	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57.II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Stockages de matières combustibles dans la distillerie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 29	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Performance de la station d'épuration - Conformité au dossier	Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 1.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
10	Chais de vieillissement - Implantation	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.1.2 de l'annexe I	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	1 mois
11	Chai de distillation - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.7 de l'annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Canalisation de transfert d'alcools des chais de vieillissement	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Vérification de l'étanchéité des groupes froids	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1 et 4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la présente inspection que l'exploitant n'a pas mené ni planifié les actions correctives nécessaires au regard des constats de la précédente inspection malgré une mise en demeure portant sur les 3 constats les plus préoccupants en termes d'enjeux :

- des bâtiments de stockage d'alcools d'une surface trop importante compte tenu de leurs mitoyennetés avec des maisons d'habitations ;
- un état des stocks dans ces bâtiments supérieur à leur capacité de stockage déclarée ;
- l'absence d'aire étanche et associée à une capacité de rétention pour le chargement / déchargement des eaux-de-vie.

La présente inspection a cependant permis à l'exploitant d'identifier des solutions possibles.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks des chais (rubrique 4755)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 1.2.1.			
Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité			
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription 			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé de la rubrique	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
4755-2	Alcools de bouche d'origine agricole (...) 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant : b) Supérieure ou égale à 50 m³	5 chais de vieillissement : 3 de 40 m³, 1 de 9 m³ et 1 de 250 m³ 1 chai de distillation de 120 m³ QSP totale = 499 m³	DC

Constats :

Constats précédents

L'exploitant dispose actuellement des chais suivants :

- 1 chai de distillation de 100 m³ de capacité de stockage (10 cuves de 10 m³) ;
- 4 chais de vieillissement "anciens", déclarés le 15 décembre 1997 (« déclaration d'existence »).

Le nouveau chai de vieillissement à construire de 250 m³ déclaré en 2017 (avec le dossier d'enregistrement de la distillerie) n'a pas encore été construit.

Dans les 4 chais de vieillissement "anciens", déclarés avant 1998, dont il dispose actuellement, l'exploitant a déclaré un état des stocks de 195 m³ d'alcool pur, soit environ 278 m³ d'eau-de-vie à 70 % vol. Les quantités globales dans les 4 chais excèdent donc la capacité maximale globale autorisée de 129 m³.

Constats actuels

L'exploitant a présenté son registre de douanes actualisé qui fait état d'un stock global de 179 m³ d'alcool pur, soit un volume total d'eau-de-vie d'environ 255 m³.

L'exploitant ne dispose pas d'un état des stocks local par local.

D'après les déclarations de l'exploitant et les informations relevées lors de la visite des chais, les stocks d'eaux-de-vie sont repartis comme suit :

- chai de distillation : 50 m³ vol. ;
- chais de vieillissement : 205 m³ vol.

L'exploitant déclare avoir commencé à mettre en place une nouvelle organisation de stockage consistant à transférer les eaux-de-vie ayant vieilli sous bois assez longtemps (2 ans ou plus) dans les cuves inox libres présentes dans le chai de distillation.

L'exploitant déclare être ainsi en mesure de réduire l'état des stocks dans les chais de vieillissement à leur capacité déclarée (129 m³) sous un délai d'un mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- ➔ **L'exploitant doit réduire, sous un délai d'un mois, les quantités d'eaux-de-vie présentes dans les chais de vieillissement dont il dispose en deçà du volume maximum total déclaré : 129 m³.**
- ➔ **L'exploitant doit établir un document d'état des stocks local par local, permettant de justifier le respect des volumes de stockage maximum déclarés dans chaque local de stockage.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et de la maintenance (...) des éventuelles installations électriques (...), conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
Constats : <p><u>Constats précédents</u></p> <p>Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé en octobre 2020 par l'Apave. Le rapport fait état de 10 observations. L'exploitant n'a pas présenté de document rapportant les actions correctives effectuées suite à ce contrôle.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'exploitant n'a toujours pas fait réaliser de nouveau contrôle de ses installations électriques. Il a présenté une proposition commerciale, datée du 23/03/2026, de l'organisme Bureau Veritas pour une vérification annuelle (contrat pour 4 ans avec reconduction tacite).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">➔ Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit faire réaliser un nouveau contrôle des installations électriques et doit réaliser les actions correctives nécessaires en cas d'observations.➔ L'exploitant doit veiller à enregistrer sur un document (registre de sécurité, rapport de vérification des installations ou autre) les actions correctives réalisées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Vérification de l'étanchéité des groupes froids

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 1 et 4								
Thème(s) : Risques chroniques, Gaz à effets de serre								
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective								
Prescription contrôlée : <p>Article 1 Aux périodes définies à l'article 4 du présent arrêté, le détenteur de l'équipement fait réaliser par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité :</p> <ul style="list-style-type: none">• les contrôles systématiques sur l'équipement décrits à l'article 4 du règlement (CE) n° 1516/2007 susvisé ;• la vérification des fiches d'intervention de l'équipement prévues à l'article R. 543-82 du code de l'environnement. <p>(...)</p> <p>Article 4 La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er est précisée dans le tableau suivant :</p> <table border="1"><thead><tr><th>CATÉGORIE DE FLUIDE</th><th>CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT</th><th>PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites</th><th>PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites est installé</th></tr></thead><tbody><tr><td>HFC, PFC</td><td>5 t.éq.CO2 ≤ charge < 50 t.éq.CO2</td><td>12 mois</td><td>24 mois</td></tr></tbody></table>	CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites est installé	HFC, PFC	5 t.éq.CO2 ≤ charge < 50 t.éq.CO2	12 mois	24 mois
CATÉGORIE DE FLUIDE	CHARGE EN FLUIDE FRIGORIGÈNE DE L'ÉQUIPEMENT	PÉRIODE DES CONTRÔLES en l'absence de dispositif de détection de fuites	PÉRIODE DES CONTRÔLES si un dispositif de détection de fuites est installé					
HFC, PFC	5 t.éq.CO2 ≤ charge < 50 t.éq.CO2	12 mois	24 mois					
Constats : <p><u>Constats précédents</u> L'exploitant a présenté la facture du dernier contrôle de l'équipement "Kreyer SR17". Le contrôle a été effectué en octobre 2022. Il indique que l'équipement comporte un circuit de 10 kg de gaz R407C, soit 17 t.éq.CO2. La fréquence de contrôle annuelle n'est pas respectée sauf si l'exploitant justifie de la présence d'un système de détection de fuite. Par ailleurs, l'exploitant a installé un 2e groupe froid en 2022. Aucun contrôle de ce 2e équipement n'a encore été réalisé.</p> <p><u>Constats actuels</u> L'exploitant déclare faire désormais intervenir une société de contrôle tous les ans. Il a présenté le dernier rapport de contrôle, daté du 02/04/2025. La fiche de contrôle précise qu'il s'agit de groupes froids sans système de détection de fuite permanent ; ce qui implique une fréquence de contrôle annuelle. Lors de la visite, la présence des vignettes de contrôle apposées aux groupes froid a bien été constatée.</p>								
Type de suites proposées : Sans suite								

N° 4 : Séparation distillerie et chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 14.II
Thème(s) : Risques accidentels, Écoulements accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'ensemble des ateliers de distillation, qu'ils soient fermés ou ouverts, respectent les dispositions suivantes :</p> <p>(...)</p> <p>Les installations sont conçues de telle sorte qu'il ne puisse y avoir de communication permettant l'écoulement d'alcool de la distillerie vers un autre bâtiment.</p>
Constats : <p><u>Constats précédents</u></p> <p>Le caniveau principal du local de distillation communique avec le chai de distillation par les trous aménagés, en partie basse du mur de séparation, pour le passage de canalisations fixes. Des écoulements accidentels provenant de la distillerie peuvent atteindre le chai de distillation par ces trous.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'exploitant n'a pas entrepris les travaux nécessaires pour corriger ce constat.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>➔ L'exploitant doit obstruer les trous présents en partie basse du mur de séparation entre le chai de distillation et la distillerie avec des matériaux résistants au feu.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Aire de chargement / déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 30
Thème(s) : Risques accidentels, Écoulements accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles fixées à l'article 28. Le chargement/déchargement des véhicules citernes ne peut être effectué en dehors d'une aire aménagée à cet effet.</p> <p>(...)</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents</u></p> <p>L'aire de chargement/ déchargement n'a toujours pas été aménagée et associée à une capacité de rétention.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'exploitant n'a toujours pas réalisé les travaux d'aménagement de l'aire de chargement / déchargement présentée dans son dossier d'enregistrement. Pour autant, lors de la visite, il est apparu que l'aire de lavage des engins agricoles, située à environ 20 m du chai de distillation et raccordée au bassin à vinasses, pourrait être utilisée comme aire de chargement/ déchargement des eaux-de-vie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ À défaut d'aménager l'aire de chargement / déchargement initialement prévue à l'entrée du chai de distillation, l'exploitant doit mettre en place, <u>dans un délai d'un mois</u>, une organisation permettant d'utiliser l'aire de lavage des engins agricoles comme aire de chargement/ déchargement des eaux-de-vie (signalétique, procédure, prise de terre, etc.).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Astreinte</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Enregistrement des opérations de détartrage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 57.II</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règles spécifiques concernant les déchets générés par les opérations de détartrage pour les installations réalisant des opérations de vinification.</p> <p>(...)</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre listant les opérations de détartrage réalisées par un traitement chimique par action d'une solution alcaline et qui conduisent à une solution alcaline de détartrage saturée. Ce registre précise, pour chaque opération, la quantité de réactifs mis en œuvre, les volumes d'effluents générés et les quantités d'effluents cumulées entreposées dans l'installation à l'issue de l'opération.</p> <p>(...)</p> <p>Le registre mentionné au quatrième alinéa du I du présent article est enrichi des informations relatives aux évacuations des effluents dont les solutions alcalines de détartrage saturées vers les installations de traitement.</p>

<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents</u></p> <p>L'exploitant a présenté le bordereau des travaux de détartrage des cuves réalisés en avril 2023 par la société Beaudelin-Guerbé.</p> <p>Ce bordereau mentionne le N° de la cuve nettoyée, son volume et son type (fibre ou inox) ainsi que la quantité d'hydroxyde de sodium solide utilisé (400 kg).</p> <p>Il ne mentionne pas les volumes d'effluents générés et les quantités d'effluents cumulées entreposées dans l'installation à l'issue de l'opération.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter de document permettant de justifier quelle est l'installation de traitement de déchets destinataire des effluents de détartrage.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>L'exploitant a présenté le même type de documents que lors de l'inspection précédente (bordereaux de travaux de détartrage) ainsi que les factures correspondantes, sur lesquelles sont mentionnés les volumes d'effluents produits et leurs destinations (Revico).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments permettant de justifier que les effluents sont bien traités par la société Revico (certificat d'acceptation préalable de ce type de déchet établi par Revico et facture de la société Revico).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Stockages de matières combustibles dans la distillerie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 29</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...)</p> <p>Aucun stockage de matières combustibles n'est autorisé dans le(s) local(ux) abritant l'(les) unité(s) de distillation.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats précédents</u></p> <p>Du mobilier de maison (meubles, cartons) est stocké temporairement dans le local de distillation pendant que les alambics sont à l'arrêt.</p> <p><u>Constats actuels</u></p> <p>Une partie du mobilier a été évacuée, mais il reste cependant encore de nombreux fauteuils et canapés.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit justifier que le mobilier stocké dans le local de distillation sera évacué avant le démarrage de la prochaine campagne de distillation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Performance de la station d'épuration - Conformité au dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/06/2022, article 1.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Épandage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande susvisée. (...)
Constats : <u>Constats précédents</u> Le niveau de performance de la station d'épuration (STEP), en moyenne journalière, annoncé dans le dossier d'enregistrement déposé en 2020 est le suivant : - pH 5,5 à 8,5 - MES < 100 mg/l - DCO < 300 mg/l - DBO5 < 100 mg/l L'exploitant a déclaré avoir procédé en 2023 aux premières analyses de l'eau traitée en sortie de sa STEP. Les résultats de ces analyses n'ont pas pu être présentés en séance. <u>Constats actuels</u> L'exploitant n'a toujours pas été en mesure de présenter de résultats d'analyses de l'eau traitée en sortie de sa STEP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'inspection demande à l'exploitant de faire réaliser, lors de la prochaine campagne de distillation, un prélèvement de 24h proportionné au débit de l'eau traitée issue de sa station d'épuration et de lui transmettre les résultats d'analyses sur les paramètres pH, DCO, DBO5 et MES.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : - (...) ; - (...) ; - (...). À défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances (...)
Constats : <u>Constats précédents</u> Lors de la visite, l'accès à l'aire de stationnement et aux prises de raccordement à la réserve incendie est obstrué par des tas de copeaux de bois. <u>Constats actuels</u> Les tas de copeaux de bois obstruant l'accès à la réserve d'eau incendie ont été retirés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Chais de vieillissement - Implantation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.1.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : Les installations de stockage déclarées antérieurement au 31 décembre 1998 et ayant une quantité susceptible d'être présente inférieure à 200 m ³ ou une surface de stockage sur rétention inférieure à 300 m ² sont séparées des distilleries et des bâtiments habités par des tiers par un mur REI 240 (coupe-feu 4 heures) ou équivalent. Le mur mitoyen ne possède aucune ouverture et ne permet pas l'infiltration d'alcool de bouche. Les installations de stockage déclarées antérieurement au 31 décembre 1998 et ayant une quantité susceptible d'être présente supérieure à 200 m ³ ou une surface de stockage sur rétention

supérieure à 300m² sont équipées d'un mur REI 240 (coupe-feu 4 heures) du côté des tiers et situées à plus de 6 m des bâtiments habités par des tiers ainsi que des distilleries. Cette distance est portée à 10 m si le stockage d'alcool et le bâtiment habité par un tiers sont séparés par un autre bâtiment.

Pour ces deux paragraphes, la surface et la quantité susceptible d'être présente à prendre en compte sont les surfaces totales des chais situés à moins de 6 m les uns des autres.

Constats :

Constats précédents

Les 4 chais de vieillissement exploités actuellement sont contigus les uns des autres, représentent une surface totale d'environ 400 m² (estimation de l'inspection sur vue aérienne Géoportail) et sont mitoyens avec deux habitations occupées par des tiers. L'une de ces habitations est occupée par les parents du gérant de l'exploitation. Les 4 chais sont accessibles en passant par la cour et les allées du jardin de cette maison d'habitation.

Les portes des 2 chais les plus proches des habitations sont accessibles en traversant un salon aménagé, accessible depuis le jardin ou la maison.

Cette configuration n'est pas conforme aux règles d'implantation applicables aux chais existants déclarés avant 1998.

Constats actuels

L'exploitant n'a mené aucune action corrective ni réflexion vis-à-vis de cette situation malgré une mise en demeure.

Lors de la présente visite d'inspection, les échanges avec l'exploitant ont cependant permis de dessiner une mesure de mise en conformité possible, consistant à vider et désaffecter le chai à barriques, d'une surface d'environ 100 m², situé au milieu des 4 chais contigus. Cette mesure permettrait :

- d'une part, de réduire la surface totale de stockage d'eaux-de-vie ;
- d'autre part, de créer un espace de séparation, libre de tout stockage, entre les chais restants.

Par ailleurs, concernant la salle aménagée donnant accès aux 2 chais nommés "grands chais", l'exploitant déclare qu'il s'agit d'une salle de dégustation gérée et assurée par sa société.

Enfin, l'exploitant déclare que ses parents habitant la maison dont le jardin permet l'accès à ces chais sont co-gérant de la société pour l'une et salarié pour l'autre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- ➔ **L'exploitant doit mener, sous un délai d'un mois, les actions correctives nécessaires afin de réduire le stockage des chais de vieillissement mitoyens à des maisons d'habitation à une surface inférieure à 300 m².**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justificatifs correspondant :

- **Photos du ou des chais vidés et désaffectés ;**
- **Nouveau plan général des stockages maintenus en service, précisant les surfaces des zones de stockages et leurs capacités maximales.**

- ➔ **Par ailleurs, concernant l'usage de la salle aménagée donnant accès aux 2 "grands chais", l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant :**

<ul style="list-style-type: none"> ◦ d'une part, que son usage est réservé aux activités de l'établissement et que les personnes étrangères à l'établissement n'y ont pas accès librement (consignes d'exploitation, document d'assurance le mentionnant, etc.) ; ◦ d'autre part, que ses parents, occupant les lieux, font toujours partie de l'établissement (actes, statuts, contrats ou autre).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Chai de distillation - Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.7 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/03/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.
Constats : <u>Constats précédents</u> Les cuves inox du chai de distillation ne sont pas mises à la terre. <u>Constats actuels</u> Les cuves inox du chai de distillation ne sont toujours pas mises à la terre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>➔ Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre à la terre et relier par des liaisons équipotentielles les cuves inox du chai de distillation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Canalisation de transfert d'alcools des chais de vieillissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : (...) Transfert d'alcool : Les tuyauteries et les canalisations fixes de transfert d'alcool sont en matériaux incombustibles et parfaitement lutés, munis d'un système de vanne aisément accessible et manœuvrable en toutes circonstances.(...)
Constats : Le transfert des eaux-de-vie dans les 4 chais de vieillissement s'effectue par une unique canalisation fixe en inox accédant à chacun des 4 chais en traversant les parois séparatives. Le passage de cette canalisation dans les parois séparatives se fait par de larges trous.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit combler, avec des matériaux résistants au feu, les espaces ouverts dans les murs autour du passage de la canalisation de transfert des eaux-de-vie dans les chais de vieillissement, de sorte que le passage dans le mur soit parfaitement luté. → Le cas échéant, l'exploitant doit combler de la même façon tout éventuel autre trou présent dans les murs de séparation des chais de vieillissement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois